

Le CIO et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) partagent le même idéal : promouvoir la dignité humaine et agir en faveur du bien-être de la société. En ce sens, le Mouvement olympique peut apporter, par le biais de la pratique sportive et grâce au soutien de ses milliers de volontaires, une contribution significative au développement de l'être humain en s'engageant aux côtés du PNUD pour des actions en faveur des plus démunis dans leur pays respectif.

Suite à l'accord de coopération liant le CIO et le PNUD depuis 1996, de nombreuses initiatives ont été lancées au niveau des collectivités, en coopération avec les Comités Nationaux Olympiques, pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Au plan international, le CIO et le PNUD ont lancé à l'occasion des Jeux de la XXVIe Olympiade à Atlanta "l'Appel des Athlètes Olympiques contre la pauvreté". Plus de 5 000 athlètes ont ainsi exprimé leur engagement et leur volonté de mobiliser, dans la mesure de leurs moyens, les énergies et les ressources nécessaires pour pallier aux inégalités sociales, promouvoir la solidarité et le développement humain. Cette action fait partie intégrante de la notion de solidarité olympique, qui est à la base de l'assistance technique et financière du CIO en faveur des CNO.

C'est dans ce cadre que nous avons choisi de reproduire un extrait du dernier Rapport mondial sur le développement humain, publié par le PNUD en septembre dernier. Ce rapport annuel nous présente l'évolution de la situation dans le monde en mettant en exergue les aspects prioritaires pour comprendre et résoudre la problématique de la pauvreté et des inégalités patentées qui caractérisent notre société. Les données qui sont présentées cette année s'attachent principalement à l'incidence d'une modification des modes de consommation sur le développement humain.

Consommation et développement humain

Modifier les modes de consommation d'aujourd'hui pour le développement humain de demain

La consommation mondiale s'est développée à un rythme sans précédent au cours du XXe siècle. Les dépenses de consommation publiques et privées atteindront ainsi 24 000 milliards de dollars en 1998, soit deux fois plus qu'en 1975 et six fois plus qu'en 1950. En 1900, ces dépenses de consommation (en termes réels) représentaient à peine 1 500 milliards de dollars.

Les effets positifs de cette consommation se sont très largement répandus. Les personnes bien logées et bien nourries sont plus nombreuses que jamais. Avec l'amélioration des niveaux de vie, des centaines de millions d'individus ont aujourd'hui l'eau chaude et froide, le chauffage et l'électricité à domicile et

peuvent utiliser un moyen de transport pour aller travailler. Le temps disponible, par exemple, pour les activités sportives et de loisirs dépasse tout ce qu'il était possible d'imaginer à l'aube de ce siècle.

Quelle est la relation entre ces réalisations et le développement humain? La consommation est manifestement un moyen essentiel, mais elle ne débouche pas automatiquement sur le développement humain. Elle y contribue, c'est une évidence, lorsqu'elle accroît les potentialités et enrichit l'existence des uns sans affecter le bien-être des autres. Elle y contribue lorsqu'elle tient autant compte des générations futures que des générations actuelles. Et elle y contribue lorsqu'elle encourage le dynamisme et la créativité des individus et des communautés



Le panneau de "L'Appel des athlètes Olympiques contre la Pauvreté" aux Jeux d'Atlanta en 1996.



Cependant, il arrive souvent que ces liens soient rompus. Dans ce cas, les tendances et les modes de consommation deviennent néfastes au développement humain. Ainsi, aujourd'hui, la consommation met en péril les ressources de l'environnement et exacerbe les inégalités. Et la dynamique consommation-pauvreté-inégalités-dégradation de l'environnement s'accélère. S'il n'y est pas remédié - c'est-à-dire s'il n'y a pas de redistribution entre les consommateurs à haut et à bas revenus, si l'on n'abandonne pas les produits et procédés de production polluants pour des solutions plus propres, si l'on ne favorise pas les marchandises donnant une place aux producteurs pauvres et si la consommation ostentatoire ne laisse pas place à la satisfaction des besoins essentiels - les problèmes posés aujourd'hui par la relation entre consommation et développement humain s'aggraveront.

Mais tendance ne veut pas dire fatalité et aucune de ces perspectives n'est inéluctable. Des changements sont nécessaires - et des changements sont possibles

En bref, la consommation doit être partagée, dynamisante, socialement responsable et viable à long terme.

Partagée, c'est-à-dire répondant aux besoins essentiels de tous.

Dynamisante, c'est-à-dire renforçant les potentialités des individus.

Socialement responsable, c'est-à-dire que la consommation des uns ne doit pas compromettre le bien-être des autres,

Viable à long terme, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas hypothéquer les choix des générations futures.

Au bout du compte, c'est de la consommation que l'existence humaine tire sa force et sa longévité. L'abondance de consommation n'est pas un crime. Elle constitue au contraire le moteur d'une bonne partie des progrès de l'humanité. Le véritable problème n'est donc pas la consommation en elle-même, mais ses modalités et ses effets. Il faut modifier aujourd'hui les modes de consumma-

tion pour faire progresser le développement humain demain. Les choix offerts aux consommateurs doivent devenir une réalité pour tous. Les paradigmes du développement humain, qui visent à élargir la totalité des choix accessibles, doivent donc chercher également à élargir et à améliorer les possibilités de choix pour les consommateurs, mais dans un sens favorable à la vie humaine. Tel est le thème du *Rapport mondial sur le développement humain* de cette année.

Sans précédent par son ampleur et sa diversité mais mal répartie, la croissance de la consommation au XXe siècle révèle de nombreuses insuffisances et des inégalités patentées.

Dans les pays industrialisés, la consommation par habitant augmente de manière régulière (à un rythme d'environ 2,3% par an) depuis 25 ans. Ailleurs, elle enregistre une progression spectaculaire en Asie de l'Est (6,1% par an) et une certaine accélération en Asie du Sud (2%). Ces deux régions en développement sont néanmoins loin de rattraper le niveau de consommation des pays industrialisés et, dans les autres régions en développement, la croissance de la consommation est lente, voire nulle. Aujourd'hui, la consommation d'un ménage africain moyen est en recul de 20% par rapport à il y a 25 ans.

Les 20% (et plus) d'êtres humains les plus pauvres sont les laissés-pour-compte de l'explosion de la consommation. Largement plus d'un milliard de personnes sont dans l'incapacité de satisfaire à leurs besoins essentiels de consommation. Sur les 4,4 milliards d'habitants que comptent les pays en développement, près des trois cinquièmes sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau potable. Un quart ne disposent pas d'un logement correct. Un cinquième n'ont pas accès aux services de santé modernes. Un cinquième des enfants quittent l'école avant la fin de la cinquième année de scolarité. Environ la même proportion n'absorbent pas suffisamment de calories et de protéines.



Les déchets de la consommation

Les carences en oligo-éléments sont encore plus répandues. Quelque 2 milliards d'individus dans le monde souffrent d'anémie, parmi eux 55 millions dans les pays industrialisés. Dans les pays en développement, seule une minorité de privilégiés ont accès aux transports motorisés, aux télécommunications et aux formes modernes d'énergie.

Les inégalités dans la consommation sont criantes. A l'échelle mondiale, les 20% d'êtres humains vivant dans les pays les plus riches se partagent 86% de la consommation privée totale, contre une part infime - 1,3% - pour les 20% vivant dans les pays les plus pauvres. Plus précisément, les 20% les plus riches :

- mangent 45% de la viande et du poisson consommés dans le monde, contre 5% pour les 20% les plus pauvres,
- consomment 58% du total de l'énergie mondiale, contre moins de 4% pour les 20% les plus pauvres,

- disposent de 74% des lignes téléphoniques (contre 1,5%),
- consomment 84% du papier utilisé dans le monde (contre 1,1%),
- possèdent 87% des véhicules circulant dans le monde (contre moins de 1% pour les 20% les plus pauvres).

Quel est le degré de satisfaction procuré par les modes de consommation actuels? Rappelons que le pourcentage d'Américains se disant heureux a atteint son point culminant en 1957, alors que le volume de la consommation aux Etats-Unis a plus que doublé depuis lors.

Malgré de hauts niveaux de consommation, la pauvreté et le dénuement sont une réalité dans tous les pays industrialisés - et gagnent du terrain dans certains d'entre eux. A cet égard, le rapport de cette année présente un nouvel indicateur de la pauvreté dans les pays industrialisés.

Cet outil mesure différentes dimensions du dénuement, selon les mêmes prin-

cipes que l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH) présenté dans le *Rapport mondial sur le développement humain* 1997 pour les pays en développement, mais en s'adaptant aux réalités socio-économiques des pays industrialisés.

Ce nouvel indicateur de la pauvreté humaine (baptisé IPH-2) montre que les pays industrialisés comptent entre 7 et 17% de pauvres. Ces niveaux de dénuement n'ont guère de rapport avec le revenu moyen des pays en question. Ainsi la Suède est le pays où la pauvreté est la moins répandue (7%), alors qu'elle n'arrive qu'en treizième position en termes de revenu moyen. A *contraire*, les Etats-Unis, qui figurent en tête du classement des pays industrialisés selon le revenu moyen, sont aussi le pays où la pauvreté humaine est la plus courante. Enfin, des pays affichant des revenus moyens analogues peuvent présenter des niveaux de pauvreté humaine très différents. C'est le cas des Pays-Bas et du Royaume-Uni, avec respectivement 8% et 15% sur l'échelle de l'IPH-2.

Cet IPH-2 montre sans ambiguïté que la sous-consommation et le dénuement ne sont pas seulement le lot des pauvres vivant dans les pays en développement. En effet, dans les pays riches, plus de 100 millions de personnes subissent un sort analogue. L'espérance de vie de près de 200 millions d'individus ne devrait pas dépasser 60 ans. Plus de 100 millions de personnes n'ont pas de logement. Et au moins 37 millions sont sans emploi, situation souvent synonyme d'exclusion. Sous bien des aspects, chômage rime avec dénuement.

La croissance à tout va de la consommation soumet l'environnement à rude épreuve : les rejets et les déchets polluent la planète et détruisent les écosystèmes, tandis que l'appauvrissement et la dégradation des ressources renouvelables mettent en péril les moyens de subsistance.

La consommation dans le monde est essentiellement l'affaire des nantis, mais ce sont les pauvres qui en sup-

portent le plus gravement les conséquences environnementales.

Les nantis bénéficient de la corne d'abondance de la consommation. Mais ce sont les pauvres - à l'échelon des individus comme des pays - qui supportent un grand nombre de ses coûts. Les formes les plus graves de misère humaine dues à la dégradation de l'environnement sont concentrées dans les régions les plus pauvres et affectent les individus les plus démunis, qui n'ont pas les moyens de s'en prémunir.

Un enfant qui voit le jour dans le monde industrialisé consommera et générera plus de pollution, au cours de sa vie, que 30 à 50 enfants nés dans les pays en développement.

Depuis 1950, les pays industrialisés, du fait de leurs hauts niveaux de revenu et de consommation, sont à l'origine de plus de la moitié de l'accroissement de l'utilisation des ressources.

Les 20% de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches sont responsables de 53% des émissions de dioxyde de carbone, contre 3% pour les 20% habitant les pays les plus pauvres. Le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Mexique comptent, c'est vrai, parmi les pays en développement générant le plus d'émissions. Cependant, compte tenu de l'importance de leur population, leurs émissions par habitant restent très faibles : 3,9 tonnes par an au Mexique et 2,7 en Chine, contre 20,5 aux Etats-Unis et 10,2 en Allemagne. Les conséquences du réchauffement planétaire dû au dioxyde de carbone risquent d'être dévastatrices pour de nombreux pays pauvres : une hausse même faible, du niveau des mers pourrait ainsi faire perdre au Bangladesh 17% de sa superficie émergée.

Près d'un milliard de personnes vivant dans 40 pays en développement risquent de se voir privées de leur principale source de protéines, du fait de la surexploitation des réserves halieutiques, liée à une demande croissante à l'exportation d'aliments pour animaux et d'huiles.

Les 132 millions de personnes vivant dans les zones touchées par le stress hydrique se trouvent principalement en Afrique et dans certains pays arabes. Si les tendances actuelles se poursuivent, leur nombre pourrait atteindre 1 à 2,5 milliards d'ici 2050.

La déforestation touche avant tout les pays en développement. Depuis 20 ans, l'Amérique latine et les Caraïbes ont perdu 7 millions d'hectares de forêts tropicales, contre 4 en Asie et en Afrique subsaharienne. La plus grande partie de cet appauvrissement est due à la demande de bois et de papier, qui a respectivement quadruplé et quintuplé depuis 1950. Cependant, plus de la moitié du bois et près de trois quarts du papier consommés dans le monde le sont dans les pays industrialisés.

Les pauvres sont les personnes les plus exposées aux effluents gazeux et à la pollution des cours d'eau et les moins à même de s'en protéger. On estime à 2,7 millions le nombre de décès dus chaque année à la pollution de l'air, dont 2,2 millions pour la pollution à l'intérieur des bâtiments. Quelque 80% des victimes sont des personnes pauvres vivant en milieu rural dans les pays en développement. La fumée dégagée par la combustion du bois de feu et des excréments animaux est plus dangereuse pour la santé que celle du tabac. Pourtant, jour après jour, des millions de femmes sont condamnées à passer des heures à cuisiner au moyen de tels combustibles

La population mondiale devrait compter 9,5 milliards d'individus en 2050, dont plus de 8 milliards dans les pays en développement. Nourrir correctement cette population suppose de multiplier par trois la quantité de calories consommée actuellement, ce qui représente quelque 10 milliards de tonnes de céréales par an.

Les interrelations entre les individus et leur environnement sont complexes : elles sont loin de se limiter à une question de richesse ou de pauvreté. La forme de propriété des ressources naturelles, l'accès aux biens communs la

solidité des communautés et des institutions locales, la question des différents types de droits, ainsi que celle des risques et des incertitudes, sont autant de déterminants majeurs du comportement face à l'environnement. On peut également ajouter à cette liste les inégalités sociologiques entre les sexes, les politiques publiques et les mécanismes d'incitation.

Depuis quelque temps, pays riches et pays pauvres prennent davantage conscience des questions d'environnement. Les premiers qui disposent de ressources plus abondantes, consacrent davantage d'argent à la protection et à l'assainissement de l'environnement. Les pays en développement, qui disposent pourtant de moins de ressources, adoptent eux aussi des technologies plus propres et s'efforcent de réduire la pollution. C'est par exemple le cas de la Chine.

La communauté mondiale s'est également attaquée à certains problèmes environnementaux qui affectent directement les pauvres. C'est le cas de la désertification, du recul de la biodiversité ou des exportations de déchets dangereux. Ainsi la Convention sur la diversité biologique a été signée par la quasi-totalité des pays du globe : plus de 170. Celle sur la lutte contre la désertification a, pour sa part, été ratifiée par plus de 100 pays, mais la dégradation des terres arides, menace majeure pour les moyens de subsistance des pauvres, continue de plus belle.

Enfin, la communauté internationale ne s'est pas encore penchée de manière sérieuse sur d'autres nuisances environnementales frappant en particulier les pauvres : la contamination des eaux et la pollution à l'intérieur des bâtiments, par exemple. Des instances mondiales discutent ainsi du réchauffement de la planète, mais qui se préoccupe des 2,2 millions de décès causés chaque année par la pollution dans les bâtiments?

(c) E. Economica, 1998

Titre original: Human Development Report 1998.